

- Appadurai, A., 2005. *Après le colonialisme : les conséquences culturelles de la globalisation*. Payot, Paris.
- Becker, H.S., 2010 [1982]. *Les mondes de l'art*. Flammarion, Paris.
- Latour, B., 2007. *Changer de société, refaire de la sociologie*. La Découverte, Paris.
- Ong, A., Collier, S.J., 2005. *Global Assemblages: Technology, Politics, and Ethics as Anthropological Problems*. Blackwell, Malden.
- Sassen, S., 1998. *Globalization and its Discontents*. New Press, New York.
- Sassen, S., 2006. *Territory, Authority, Rights: From Medieval to Global Assemblages*. Princeton University Press, Princeton.
- Strauss, A., 1992. *La trame de la négociation*. L'Harmattan, Paris.
- Tsing, A.L., 2005. *Friction: An Ethnography of Global Connection*. Princeton University Press, Princeton.

Loïs Bastide

Université de Genève, 40, Boulevard du Pont d'Arve, 1211 Genève, Suisse

Adresse e-mail : lois.bastide@unige.ch

Disponible sur Internet le 02 juin 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.05.005>

Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique, J. Pagis. Presses de Sciences Po, Paris (2014). 344 pp.

Dès le début de l'introduction de son ouvrage, Julie Pagis inscrit les attendus de sa recherche dans sa trajectoire biographique et celle de ses parents. Au centre est le rôle de l'événement « Mai 1968 » dans le devenir de deux générations, celle qui a été « exposée à l'événement », impliquée de diverses façons, et la génération de leurs enfants. Il ne s'agit pas pour l'auteure de conforter l'image d'une improbable et unique « génération 68 », mais, à l'aide d'une approche généalogique et longitudinale, de déterminer en fonction des « effets de cycle de vie, de cohorte et de période » (p. 20) les « micro-unités de génération » et la manière dont la transmission des héritages « soixante-huitards » s'est opérée d'une génération à la suivante. L'auteure a fait le choix de commencer son enquête par la deuxième génération et de partir de l'étude des registres de deux écoles primaires, publiques et alternatives ayant accueilli des enfants de « soixante-huitards », l'école de la rue Vitruve à Paris et l'école d'Ange-Guépin à Nantes. Elle a été complétée par un double questionnaire de 240 questions ouvertes traitées informatiquement (182 questionnaires « parents » et 162 « enfants »), assorti d'entretiens (89 récits de vie : 51 d'anciens « soixante-huitards » et 38 d'« enfants »), articulant ainsi objectivation statistique et compréhension ethnographique. Le livre comporte sept chapitres construits chronologiquement : les racines de l'engagement, les formes de participation à l'événement, les incidences biographiques de cette participation (chapitres 3, 4 et 5), les micro-unités de génération et les devenirs « soixante-huitards » et enfin, la plus ou moins grande transmission familiale du militantisme. La conclusion monte en généralité sur l'événement comme cadre de resocialisation politique.

Après Louis Gruel, Julie Pagis réfute, avec d'autres méthodes, l'interprétation longtemps dominante d'une participation à la révolte de 1968 par la menace du déclassement. Elle distingue quatre matrices de l'engagement : la transmission familiale de dispositions à un engagement de gauche ; à l'opposé, un groupe ayant une éducation religieuse et des parents plutôt de droite ; un troisième groupe, composé d'intellectuels de première génération issus surtout de familles populaires ; et un dernier ensemble plus féminin et plus jeune s'étant politisé avec l'entrée dans le milieu étudiant. On ne peut reprendre ici les exemples de parcours biographiques détaillés pour chacune des quatre matrices, mais ils sont très éclairants et passionnants. Une seule remarque à propos de la loi Neuwirth autorisant la contraception en 1967, qui aurait apporté une forme

d'« indépendance sexuelle » (p. 65) : la loi était restrictive (pour les mineures, soit moins de 21 ans) et, les décrets d'application de la loi n'ayant été publiés qu'en 1972, elle ne pouvait être appliquée avant ; ses effets ne se feront donc sentir que bien plus tardivement. Il faudrait souligner le rôle des revendications féministes pour l'avortement et la contraception libres et gratuits à partir de 1970-1971 et de la loi Veil sur la contraception de décembre 1974 qui acte, sans restriction, l'accès à l'indépendance sexuelle.

Concernant les formes de l'engagement en mai et juin 1968, J. Pagis note un effet de genre entre des hommes engagés avant 1968 et des femmes ayant des formes de participation moins impliquées dans une organisation partisane. L'effet d'âge joue à plein, « à l'année près parfois », avec des différences entre celles et ceux qui ont été socialisés dans des familles de gauche et ceux venant de familles de droite. Les militants étudiants d'avant 1968 contre la Guerre d'Algérie ont acquis des compétences et des réseaux qui leur donnent un rôle d'organiseurs et de dirigeants pendant les événements. L'auteure souligne l'évocation dans nombre de récits des sentiments d'euphorie collective, de la fraternité, des émotions partagées, et de rencontres improbables, avec de « micro-expériences de transgression symbolique » (p. 110) en rupture avec l'ordinaire du quotidien. Le troisième chapitre, qui porte sur les empreintes de l'événement sur des itinéraires individuels et collectifs, témoigne de la sophistication statistique de l'approche quantitative de J. Pagis qui lui permet de conclure que mai-juin 1968 « diffracte les trajectoires antérieures [...] et produit plusieurs unités de générations aux empreintes spécifiques » (p. 134). C'est autour de parcours individuels retracés par les récits de vie et les échanges de correspondances que, dans le chapitre suivant, J. Pagis explore le devenir de l'engagement entre déclassement et ascension sociale, produite, soit par une formation antérieure à l'événement, soit par les ressources acquises pendant et après la participation à mai-juin 1968. On peut se demander à ce propos quelle place jouent la mémoire et la reconstitution des souvenirs dans des récits de vie recueillis près de quarante ans après l'événement. L'animation socio-culturelle, le journalisme ou la recherche en sociologie ont représenté « des espaces transitionnels entre sphère militante et sphère professionnelle » (p. 180). Le chapitre cinq prend en compte une population plus jeune et plus féminisée qui remet en cause la famille, la conjugalité, les normes de genre et les pratiques éducatives contribuant ainsi, par le militantisme, à redéfinir les frontières entre vie publique et vie privée en changeant sa vie personnelle. Le militantisme d'alors engendre des tensions identitaires, particulièrement chez les femmes, avec la redéfinition des rapports de sexe et des rapports éducatifs. J. Pagis définit un genre des générations : les femmes, moins impliquées dans le militantisme avant 1968, sont plus impactées par l'événement, ce qui les conduit à moins s'investir dans des organisations politiques et plus dans le changement du quotidien. Les rapports sociaux de sexe contribuent à constituer des micro-unités de génération féminine qui n'ont pas toutes le même devenir. Elles sont le produit du militantisme en mai-juin 1968, qui dépend aussi d'une histoire antérieure, et qui influe sur les trajectoires postérieures, marquées pour certaines par le déclassement.

Le dernier chapitre de ce livre envisage les modalités d'héritage par les enfants de « soixante-huitards » (nés entre 1965 et 1980) des engagements de leurs parents pour ce qui concerne le rapport au politique et au militantisme. Se pose alors la question de l'efficacité d'un modèle non dirigiste, exposant les enfants à des injonctions contradictoires et à un conflit de normes au moment de la confrontation avec un système différent de celui dans lequel ils ont été précocement socialisés. J. Pagis distingue sept profils d'héritiers : les héritiers du quotidien, les héritiers ambivalents de l'utopie, les héritiers militants (libertaires ou à l'extrême-gauche), le lointain écho de Mai 1968, les héritières déclassées (comme leurs mères) et des héritages non transmis ou rejetés.

La démonstration est convaincante même si l'historienne se pose toujours des questions sur la représentativité du corpus et a des réticences — disciplinaires ? — à l'égard des typologies

auxquelles les individus ont du mal à s'ajuster (ou à être ajustés). En fin de compte, ce livre — c'est son principal apport — a définitivement permis de déconstruire la notion courante d'une, voire deux « génération(s) 68 », grâce à la proposition de « micro-unités de génération » qui ont en commun des formes de politisation semblables avant mai 1968, une participation similaire aux événements et des effets du militantisme comparables. La notion de génération a été ici totalement remodelée, et c'est une avancée considérable. J. Pagis montre qu'une chronologie fine de « l'exposition à l'événement » est fondamentale pour comprendre les parcours ultérieurs. Poursuivant l'argument, elle avance que les enfants de ces militants se trouvent confrontés à un contexte socio-politique très différent qui contribue à une transmission discontinue et aux transformations du militantisme par rapport à la génération parentale.

L'approche biographique des protagonistes et de leurs descendants a renouvelé les interprétations du « moment 68 ». Il est probable que c'est dans cette direction biographique que vont s'orienter les nouvelles recherches... et on veut bien la suivre dans ce qui est à la fois l'exergue et la phrase finale de son livre : « On arrête tout, on réfléchit et c'est pas triste ! ».

Michelle Zancarini-Fournel

*Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LAHRHA), UMR 5190 CNRS, Université
Lumière-Lyon 2, Université Jean Moulin-Lyon 3 et ENS de Lyon, Institut des Sciences de
l'Homme, 14, avenue Berthelot, 69363 Lyon Cedex 07, France*

Adresse e-mail : michelle.zancarini-fournel@wanadoo.fr

Disponible sur Internet le 10 août 2016

<http://dx.doi.org/10.1016/j.soctra.2016.06.013>

En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société, F. Gallot. La Découverte, Paris (2015). 286 pp.

Cet ouvrage de Fanny Gallot s'inscrit dans la lignée de récents travaux d'historiens (par exemple ceux de Michelle Zancarini-Fournel, de Xavier Vigna ou de Frank Georgi) s'intéressant aux formes d'insubordination ouvrière apparues à la faveur des événements de mai 1968. Issue d'une thèse d'histoire soutenue en 2012, cette recherche entend rendre compte des formes de résistance des populations ouvrières féminines en France durant cette période contemporaine, à partir de la notion d'« *agency* », la capacité d'agir. Pour ce faire, F. Gallot brosse un tableau relativement complet des femmes qui composent le monde industriel, en s'appuyant sur un large corpus d'archives écrites et orales, issu notamment des mobilisations des usines Chantelle et Lejaby. À la manière de James Scott ou de Michel de Certeau, l'autrice s'intéresse moins au déroulement de grandes luttes — comme les grèves — qu'à cet ensemble d'attitudes, techniques et gestes, le plus souvent souterrains, qui font le substrat des contre-offensives populaires, auxquels elle associe alors une réflexion « intersectionnelle ». Au fil des douze chapitres qui composent l'ouvrage, elle explore les grandes problématiques de la condition ouvrière en procédant en effet à un examen systématique « de classe et de genre » des formes de contestations ouvrières : de la double journée de travail au droit de cuissage, du paternalisme patronal au machisme syndical, on découvre tout un univers de pratiques, plus ou moins spécifiques aux femmes. Qu'il s'agisse du freinage des cadences, de l'absentéisme, des occupations d'usines — en particulier de nuit —, de la séquestration du patron, des moqueries à l'égard des supérieurs et/ou des hommes, des moments de détente pendant le temps de travail (fêtes, apéros, rigolades), des détournements de chansons, des ateliers d'écriture ou de la création d'associations, F. Gallot donne à voir l'expression protéiforme d'une triple « réappropriation » sociale : réappropriation du temps tout d'abord, pour des femmes